

La modernisation de l'agriculture espagnole durant la deuxième moitié du XXe siècle : une vision d'ensemble

Arnalte Alegre E.

in

Jouve A.-M. (ed.).

La modernisation des agricultures méditerranéennes (à la mémoire de Pierre Coulomb)

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 29

1997

pages 59-66

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

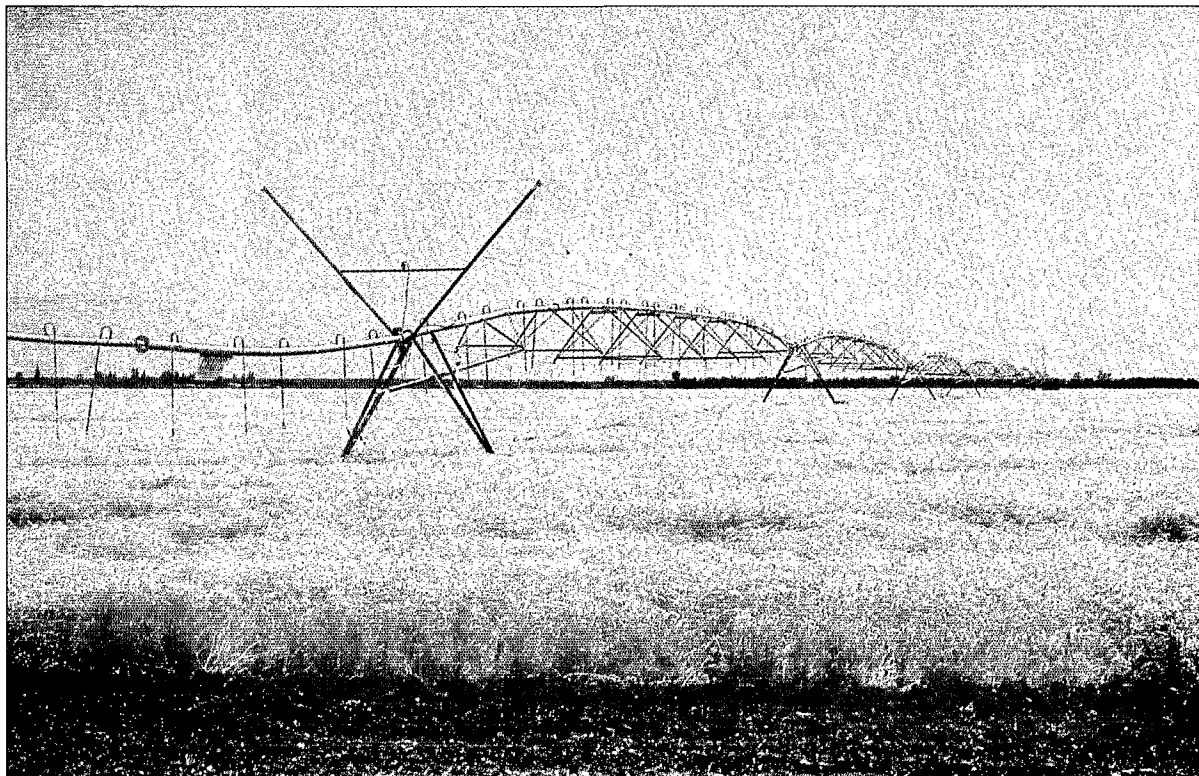
<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI971502>

To cite this article / Pour citer cet article

Arnalte Alegre E. **La modernisation de l'agriculture espagnole durant la deuxième moitié du XXe siècle : une vision d'ensemble.** In : Jouve A.-M. (ed.). *La modernisation des agricultures méditerranéennes (à la mémoire de Pierre Coulomb)*. Montpellier : CIHEAM, 1997. p. 59-66 (Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 29)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>



Irrigation par pivot au Maroc, 1994 © Philippe Jouve

La modernisation de l'agriculture espagnole durant la deuxième moitié du XXe siècle : une vision d'ensemble

Eladio Arnalte Alegre
Université Polytechnique de Valence (Espagne)

Résumé. On cherche à comprendre comment s'est produite, dans les années 1960, la rupture de la situation d'équilibre à faibles niveaux technologiques qui caractérisait l'agriculture traditionnelle en Espagne jusqu'alors. Les effets du processus de modernisation sont analysés ensuite, en différenciant les régions de «grande exploitation» de celles avec une prédominance de petites exploitations familiales. Le bilan des transformations structurelles subies par l'agriculture espagnole durant les dernières 40 années est fait pour, finalement, poser la question de savoir si, compte tenu de l'orientation actuelle de la politique agricole commune (PAC), il y a en Espagne de la place, ou non, pour une politique «classique» de structures, comme celle proposée par la loi de «Modernisation des exploitations agricoles» approuvée en 1995.

Mots clés. Agriculture espagnole - Modernisation de l'agriculture - Evolution structurelle - Politique de structures

I – Introduction

En Espagne, le processus de transformation, appelé «modernisation de l'agriculture» bat son plein pendant les premières décennies de la deuxième moitié du XXe siècle. C'est à la fin des années 1950 et surtout pendant la décennie suivante, dans le cadre du fort processus de croissance économique qu'a connu l'économie espagnole à partir du Plan de Stabilisation de 1959, que disparaissent les conditions ayant assuré jusqu'alors la stabilité de l'agriculture dite traditionnelle et qu'a lieu le remarquable saut en avant des indicateurs normalement associés à la modernisation : l'introduction du progrès technique et du capital dans l'agriculture. Le secteur agricole perd dans le même temps une partie importante de sa population active ainsi que son poids dans l'économie nationale.

Plus tard, l'évolution de l'agriculture espagnole est freinée d'abord par la grande et longue crise économique en Espagne de 1975 à 1985, puis, à partir de 1986, par son intégration à la Communauté Européenne et l'application ultérieure de la politique agricole commune (PAC). Durant cette période, il y a donc peu de changements dans l'agriculture et ce sont les lignes d'évolution définies pendant les décennies précédentes qui sont suivies.

Nous décrivons, en premier lieu, les conditions de stabilité de l'agriculture traditionnelle jusqu'aux années 1950 et les causes de leur rupture par la suite. Ensuite, nous analysons les effets de la crise de l'agriculture traditionnelle. Cette analyse distingue les différentes «agricultures» espagnoles : nous identifierons, en particulier, quelles ont été les voies de modernisation suivies, d'une part par les grandes exploitations ayant constitué le latifundium traditionnel dans le sud du pays et, d'autre part, celles suivies par les petites exploitations familiales présentes dans d'autres régions.

Faisant un bilan de ces transformations, nous tentons d'indiquer le retard dans l'évolution structurelle de l'agriculture espagnole au début des années 1990 par rapport aux pays du centre et du nord de l'Europe. L'un des facteurs expliquant ce retard serait l'absence d'une vraie politique de modernisation sur l'ensemble de la période. Enfin, nous commentons les effets du blocage de l'évolution structurelle que la réforme de la PAC de 1992 est en train de produire dans quelques régions en Espagne. Y a-t-il encore de la place pour les politiques classiques de structures comme celle proposée par la «Loi de Modernisation des exploitations agricoles» adoptée en juin 1995 ?

II – La stabilité de l'agriculture traditionnelle jusqu'aux années 1950 et les facteurs déterminants de sa crise

Pendant les années 1950, l'agriculture espagnole présentait un retard technologique assez considérable et l'offre concernait un petit nombre de produits traditionnels, essentiellement du blé, des légumineuses et des produits de la vigne et de l'olivier. Cette agriculture était caractérisée par un très fort dualisme structurel, séquelle de la décomposition des institutions de l'Ancien Régime (Naredo, 1971), marqué par la coexistence de grandes exploitations (latifundia) avec de nombreuses petites exploitations familiales.

Le maintien de cette agriculture était possible essentiellement grâce à deux facteurs. D'une part, l'abondante force de travail à la campagne, car la vraie croissance industrielle qui absorbe la population rurale n'existait pas encore en Espagne. En raison de la pression démographique, les salaires agricoles étaient plus bas, constituant un frein au développement technologique et au remplacement de la main-d'œuvre par le capital. Ce même retard technologique constituait la condition nécessaire pour la coexistence de petites et de grandes exploitations produisant avec des techniques similaires, car il n'existait pas d'économie d'échelle pouvant différencier les coûts de production. D'autre part, il y avait un bon ajustement entre la production de cette agriculture, concentrée sur les produits traditionnels, et la demande alimentaire nationale, caractéristique du sous-développement, avec une consommation très faible en fruits, légumes et protéines d'origine animale.

Cette caractérisation de l'agriculture en Espagne pendant les années 1950 représente assez bien sa situation intérieure, mais elle doit être nuancée en ce qui concerne quelques zones du littoral. Dans la région cantabrique, la spécialisation vers la production laitière date du début du siècle. La modernisation et les changements structurels de l'agriculture catalane ont aussi une origine antérieure et, dans la région valencienne, la spécialisation fruitière orientée vers les marchés extérieurs était déjà un fait.

Cependant, toutes ces agricultures espagnoles vont expérimenter les effets de la très forte croissance économique du pays pendant les années 1960 et le début des années 1970, période où le PIB augmente à un taux moyen annuel supérieur à 6%. Le très fort exode rural vers les centres industriels et les régions européennes en expansion économique (la population agricole est réduite de 4,8 millions d'actifs en 1960 à 2,2 millions en 1980, voir tableau 1) provoque la hausse des salaires à la campagne et rompt la situation d'équilibre à faible niveau technologique qui existait antérieurement.

Tableau 1. Evolution de la population agricole

	Nombre d'actifs (milliers)	Taux annuel moyen de variation par période
1950	5 270*	
1960	4 816	-0,90
1970	3 597	-2,88
1980	2 152	-5,01
1985	2 072	-0,75
1990	1 583	-5,24

*Pêche incluse.

Source : INE : Encuesta de población activa y MAPA ; Anuarios de Estadística Agraria.

En même temps, l'élévation du niveau de revenu de la population et le processus de croissance urbaine qui accompagnent la croissance économique vont modifier le volume de la demande alimentaire ainsi que sa composition, en exigeant un grand effort d'adaptation de l'offre de produits agricoles. Les forts déficits de la balance commerciale agricole espagnole, enregistrés dès le milieu des années 1960 et presque jusqu'à la fin des années 1970, rendent bien compte de la lenteur et des difficultés de cette adaptation.

III – Les effets de la crise : le processus de modernisation des différentes «agricultures» espagnoles

Quelques indicateurs montrent le processus d'introduction du progrès technique et de capitalisation qui a eu lieu dans l'agriculture espagnole, avec une intensité particulière durant les années suivant la crise de l'agriculture traditionnelle (Tableau 2). Certains éléments du progrès technique (mécanisation) jouent un rôle de substitution à la main-d'oeuvre qui était en train d'émigrer de la campagne, mais d'autres éléments (l'augmentation de la surface irriguée ou de la consommation d'engrais) donneront lieu à un processus d'intensification et aboutiront à un accroissement de la production agricole.

Nous analysons comment ces transformations se sont produites ainsi que les conséquences de l'introduction du progrès technique sur les différentes réalités structurelles de l'agriculture dualiste espagnole.

Tableau 2. Indicateurs de progrès technique

	1964	1973	1990	Taux de variation annuel moyen (%)		
				64-73	73-85	85-90
Nombre de tracteurs (milliers)	130,0	331,0	741,0	15,4	7,0	2,9
Ratio de mécanisation (CV/100 ha)	33,0	99,0	25,0	20,0	8,3	3,6
Surface irriguée (milliers ha)	2 007,0	2 573,0	3 199,0	2,8	1,3	1,1
Consommation engrais (kg/ha)	51,7	85,7	117,8	6,6	1,2	3,2

Source : Abad, C. et García Delgado, J.L. (1990); Abad, C., García Delgado, J.L. et Muñoz, C. (1994).

1. Les régions de grandes exploitations

Les régions du sud de l'Espagne sont historiquement caractérisées par une structure agricole dominée par les grandes exploitations. L'Andalousie, et particulièrement le bassin central, la vallée Bétique, constituent la zone de latifundium la plus typique du pays. L'importance des grandes exploitations s'observe également dans les régions proches plus au nord : l'Estrémadure et la Manche. Dans les autres régions espagnoles, le poids quantitatif des grandes exploitations est plus faible.

L'évolution des grandes propriétés de l'Andalousie pendant ces décennies a été caractérisée soit par le passage «du latifundium traditionnel» à une «grande entreprise agricole» (Naredo, Ruiz-Maya et Sumpsi, 1975), soit par l'évolution d'un «capitalisme agricole archaïque» vers un autre plus moderne (Roux, 1980). Tous les auteurs sont d'accord pour dire que les rapports capitalistes de production étaient déjà développés dans la campagne andalouse, au moins à partir de la période de désamortissement du XIX^e siècle, avec une production orientée vers le marché et une utilisation généralisée de la main-d'oeuvre salariée. L'existence d'un certain nombre de grandes propriétés divisées en lots, cultivés en fermage ou métayage, n'implique pas l'existence de vestiges de rapports féodaux, mais une politique rationnelle de la part des propriétaires de réduction des coûts, du moment que la main-d'oeuvre admet, sous ces régimes, une rémunération inférieure au salaire du marché. Ces comportements étaient cohérents avec le très faible niveau technologique de cette agriculture (Martinez Alíer, 1968).

Ces conditions dans les zones de grandes exploitations vont changer en raison du processus d'émigration des années 1950 et de l'augmentation consécutive des salaires. La mécanisation est accélérée, avec une augmentation spectaculaire de l'utilisation d'engrais. Du fait de la politique hydraulique de l'Etat, la surface irriguée augmente fortement. Cependant, la position conservatrice des propriétaires, avec une forte aversion pour le risque, n'a pas permis une diversification de la production, mais a conduit à la consolidation dans la vallée Bétique des monocultures extensives traditionnelles : les céréales, l'olivier et le vignoble (Lopez Ontiveros, 1979).

Les revendications historiques sur l'inégalité de la distribution de la propriété de la terre dans ces régions sont apparemment résolues par l'émigration des ouvriers agricoles durant les années de croissance économique. Mais la crise économique, déchaînée à partir de 1973-75, ralentira l'émigration et provoquera

même le retour des émigrés. La «question sociale» et les problèmes liés à l'emploi dans l'agriculture resurgiront au sud du pays. La Réforme Agraire andalouse (1984) essaiera, sans succès, d'apporter une réponse à ces problèmes.

2. Les zones de petites exploitations

Dans les zones de petites exploitations, les effets de la crise de l'agriculture traditionnelle étaient, logiquement, différents. La surface réduite et les problèmes de financement allaient rendre difficiles la mécanisation et la capitalisation. Nous pouvons distinguer les voies d'évolution suivantes des petites exploitations :

- ❑ La crise de l'agriculture traditionnelle provoque en premier lieu la disparition d'un nombre important de petites exploitations. Selon les recensements agricoles, entre 1962 et 1982, le nombre d'exploitations a diminué de 440 000, ce qui correspond à 16% de celles existant au début de la période.
- ❑ A l'intérieur de cet univers de petites exploitations, se sont développés des processus de modernisation et de croissance qui répondent aux lignes classiques de différenciation d'exploitations paysannes. Dans tous les cas, les agriculteurs «performants» dans cette démarche (les «nouveaux» agriculteurs, caractérisés sociologiquement par Perez Diaz, 1983) ont été obligés de réaliser des efforts importants de capitalisation des exploitations ; deux stratégies peuvent être différenciées :
 - D'une part, celle des agriculteurs qui ont suivi la voie «extensive» de croissance. L'exploitation augmente sa taille à partir des terres abandonnées par les émigrants, ce qui a été le cas le plus fréquent dans les régions d'agriculture non irriguée du Centre-Nord du pays (Castilla, León, Aragón) avec d'importantes cultures herbacées extensives. Comme la mécanisation du processus productif a été très importante, elle a permis que les exploitations n'utilisent pas beaucoup de main-d'œuvre salariée malgré leur agrandissement.
 - D'autre part, celles des agriculteurs familiaux qui ont suivi une voie de croissance «intensive». Ils se sont spécialisés dans les cultures et les productions «intensives en travail», en cherchant une meilleure position face à la concurrence des grandes exploitations. C'est le cas surtout dans les régions d'agriculture irriguée qui sont spécialisées en horticulture et en arboriculture. Mais l'introduction du bétail dans les exploitations a été également fréquente dans tout le pays, suivant une stratégie similaire. La croissance persistante, imposée par le marché, des exploitations familiales «intensives» les oblige à perdre une partie de leur caractère familial. Les limites face à la mécanisation du processus productif, pour quelques-unes de ces productions, et l'impossibilité de faire augmenter sans cesse le volume du travail familial, obligent ces exploitations à recourir, de plus en plus, au travail salarié.
- ❑ A côté des exploitations «performantes» dans le processus de modernisation et de croissance, les recensements agricoles montrent la persistance d'un nombre important d'exploitations de très petite dimension économique qui sont restées marginalisées tout au long du processus. Il s'agit, dans la plupart des cas, des exploitations d'agriculteurs âgés, localisées plutôt dans les zones de montagne ou à l'intérieur du pays et des exploitations qui ont adopté n'importe quel type d'agriculture à temps partiel.

Cependant, pour l'ensemble des exploitations qui n'ont pas suivi le processus classique de modernisation, nous pouvons trouver aussi quelques éléments de rationalité économique. Des études réalisées dans quelques zones d'agriculture productive, non marginale, confirment la présence d'une structure de petites exploitations qui persiste dans le temps. Le maintien de ces exploitations est possible parce qu'elles ont recours à des sous-traitants, c'est-à-dire que certaines tâches et étapes du cycle productif sont gérées et réalisées par d'autres agents, en dehors de l'exploitation ; c'est «l'externalisation». Ces agents peuvent être d'autres agriculteurs propriétaires de machines qui réalisent le travail pour un tiers, ou des coopératives s'occupant de la gestion, de la récolte ou d'autres tâches sur les exploitations de leurs membres, ou de vraies entreprises de services, habituellement liées à la commercialisation du produit, qui appliquent dans l'exploitation «des paquets technologiques complets», quelquefois dans le cadre d'une agriculture contractuelle. La rationalité économique de ces stratégies est évidente. Ce système permet d'utiliser des technologies modernes mécaniques et d'obtenir des économies d'échelle, malgré la taille réduite des exploitations. Néanmoins, il peut arriver que ce système en sous-traitance concerne la plupart des tâches productives et, qu'à ce moment, l'exploitation devienne un simple siège physique d'opérations réalisées avec des machines n'appartenant pas à l'exploitation, ou avec la main-

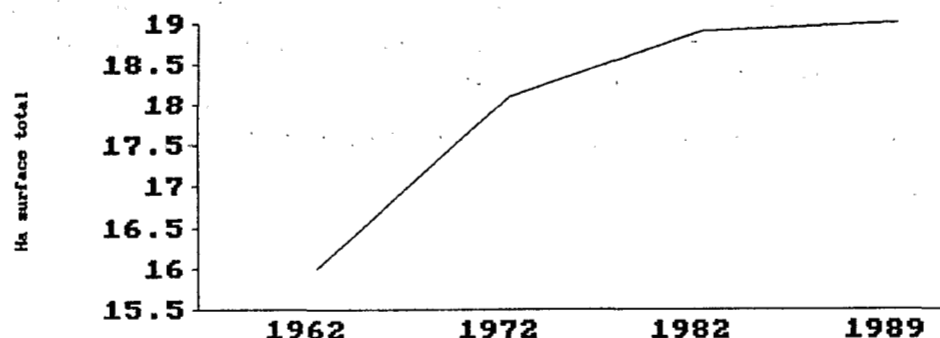
d'oeuvre employée et payée par d'autres entreprises. La taille des exploitations a moins d'importance dans la détermination des coûts de production qui dépend plutôt de la taille des entreprises externes. La conséquence est alors une dissociation progressive entre la structure de l'exploitation et le fonctionnement du système productif, lequel a lieu à une autre échelle, indépendamment de cette structure (Arnalte, 1989). Dans tous les cas, l'externalisation peut être considérée comme une voie alternative du processus de modernisation.

IV – Bilan et perspectives

1. Le retard dans l'évolution structurelle

Pendant les années 1960 et au début des années 1970, les lignes essentielles de transformation de l'agriculture espagnole décrites sont restées les mêmes. A partir de 1975, et coïncidant avec le changement de régime politique, s'installe en Espagne une crise économique profonde et prolongée qui freine complètement, au début des années 1980, l'exode de la main-d'oeuvre agricole (Tableau 1). Parallèlement, le processus d'ajustement structurel entamé pendant les décennies précédentes semble s'épuiser et les derniers recensements agricoles montrent une surface moyenne des exploitations pratiquement constante (Figure 1).

Figure 1. Evolution de la taille moyenne des exploitations



Source : INE, Censos agrarios.

Dans la deuxième moitié des années 80, l'intégration de l'Espagne à la Communauté Européenne entraîne une nouvelle relance de l'économie et le retour à une extraction de main-d'oeuvre de la réserve agricole. Mais cela n'a pas empêché qu'à la fin de la décennie l'agriculture espagnole reste nettement différenciée de l'ensemble européen, clairement distancée par les agricultures modernes européennes (Daucé et Perrier-Cornet, 1992).

Les différents indicateurs montrent qu'on ne peut pas parler pour l'Espagne d'établissement généralisé du modèle d'agriculture familial et professionnel, avec des exploitations de taille suffisante pour constituer la base de revenus des ménages, qui prédomine dans le Centre et le Nord de l'Europe (Tableau 3). Seulement 24% des chefs d'exploitations agricoles espagnoles sont employés à temps complet sur leurs exploitations, contre 57% en France et 74% aux Pays-Bas. Cette insuffisante capacité des exploitations à fournir un emploi et un revenu à leurs titulaires est une conséquence logique de leur faible dimension économique : 5,6 unités de dimension économique (UDE) (marge brute standard) comme moyenne dans l'agriculture espagnole contre 21,4 UDE en France ou 51,6 aux Pays-Bas. Elle aboutit aussi à la faible productivité du travail dans le cas espagnol. Le dernier indicateur présenté au Tableau 3 (taux annuel d'accroissement de la taille des exploitations) montre comment la situation actuelle est le résultat d'un très fort processus d'ajustement structurel dans la plupart des pays du Nord (taux annuels entre 2 et 3% durant les dernières décennies), comparée au faible processus (autour de 1%) des pays du Sud.

De plus, l'agriculture espagnole conserve un trait spécifique dans l'ensemble européen, c'est la très forte dualité de la structure physique des exploitations. D'une part, les petites exploitations sont encore nombreuses (53% du total des exploitations ont moins de 5 ha), beaucoup plus que dans les pays du Centre

et du Nord (18% en France, 29% en l'Allemagne ou 25% aux Pays-Bas), sans atteindre toutefois les niveaux des autres pays du Sud (72% au Portugal, 69% en Grèce et 68% en Italie). D'autre part, le contrôle de la SAU nationale par les exploitations supérieures à 50 ha atteint en Espagne le niveau le plus élevé parmi les pays de la Communauté (hormis le Royaume-Uni), avec 55% du total, dépassant la France (52%) ou le Danemark (46%).

Les facteurs ayant influencé le rythme et la portée des processus d'évolution de la structure des exploitations agricoles sont très divers (Arnalte, 1992). Les rythmes de la croissance économique générale, le degré de diffusion de cette croissance sur le territoire, l'orientation productive que prennent les exploitations dans leur modernisation, tous ces facteurs vont conditionner ce processus. Mais, le consensus en Espagne existe selon lequel l'absence d'une vraie politique de modernisation durant les dernières décennies est responsable, dans une large mesure, des faiblesses structurelles qui affectent encore l'agriculture espagnole à l'heure actuelle.

Dans le cas des grandes exploitations, les normes légales successives et timides décidées pendant la période franquiste son restées systématiquement sans application et les résultats de la Réforme Agraire effectuée en Andalousie en 1984 n'ont pas été remarquables. D'autre part, la Loi sur le Statut de l'Exploitation Familiale (1981) n'a pratiquement pas été développée ni appliquée, et la très restreinte Loi du Fermage (1980) a seulement contribué à bloquer le fermage comme voie d'ajustement structurel.

En définitive, en 1986, lors de son entrée dans la CE, l'Espagne n'avait pratiquement pas appliqué de politique de structures au sens classique, c'est-à-dire orientée vers la gestion du processus de transformation de la structure agricole et favorisant la formation de certains types d'exploitations, économiquement viables. Une politique semblable à celle qui, dès les années 1960 en France et 1970 au niveau communautaire, a été appliquée dans la plupart des pays européens.

Tableau 3. Le retard de l'évolution structurelle des agricultures du Sud de l'Europe (1989/1990)

Taille physique des exploitations (ha SAU)

Belgique	15,8
Danemark	34,2
Allemagne	17,7
France	28,2
Luxembourg	32,1
Pays-Bas	16,1
Royaume-Uni	67,9
Irlande	26,0
Grèce	4,0
Espagne	15,4
Italie	5,6
Portugal	6,7

Source : Elaboration à partir de EUROSTAT : Enquêtes sur la structure des exploitations, 1987 et 1989/90. Données référées à 1987.

Périodes de référence : Belgique et Italie, 1966/67-1990 ; Allemagne et Luxembourg, 1966/67-1989 ; France, 1966/67-1988 ; Pays-Bas et Royaume-Uni, 1970-1990 ; Danemark, 1975-1989 ; Irlande, 1975-1991 ; Espagne, 1962-1989 (surface totale) ; Grèce, 1977-1989 ; Portugal, 1979-1987.

2. Y a-t-il à l'heure actuelle en Espagne de la place pour une politique classique de structures ?

De l'analyse antérieure, on déduit que l'application d'une politique classique de structures serait justifiée dans l'Espagne actuelle par la nécessité de réduire le retard dans l'évolution structurelle, en consolidant un noyau d'exploitations économiquement viables et gérées par des agriculteurs professionnels. C'est le raisonnement qui a guidé le débat agricole ces dernières années et qui a conduit, finalement, à l'adoption par le Parlement espagnol de la Loi de Modernisation des exploitations agricoles, en juin 1995. En accord avec les postulats classiques de la politique de structures, cette loi définit des exploitations prioritaires dont la modernisation concentre donc les aides publiques et toute une série d'avantages fiscaux et d'exonérations de droits de mutation.

Cependant, dans le cadre de l'agriculture européenne de 1995, il existe un certain pessimisme concernant les possibilités de succès d'une politique normative de ce type dont tout le monde reconnaît qu'elle arrive en retard de 30 ans pour l'agriculture espagnole. Notons que cette Loi est adoptée quand la PAC, surtout depuis la Réforme de 1992, a déplacé explicitement le centre d'intérêt du secteur agricole et de la réalisation d'une structure d'exploitation adéquate (objectif déjà réussi dans beaucoup de pays communautaires) vers le territoire et les problèmes d'environnement, le tout inséré dans le nouveau paradigme du développement rural (Coulomb, 1993).

Une bonne preuve des difficultés que va rencontrer cette politique classique est fournie par les premiers effets de l'application de la Réforme de la PAC qui, tels qu'on les avait déjà prévus (Arnalte, 1993), sont en train de se produire dans les régions de grande culture. Le système des aides directes est en train de bloquer l'évolution structurelle car elle augmente la résistance des petits propriétaires à céder leurs terres. Ce sont de petits propriétaires, parfois émigrés, qui pratiquent une agriculture extensive «à distance», sans trop se soucier des résultats étant donné qu'ils ne sont pas liés au paiement de l'aide. L'attitude de ces propriétaires a mis en difficulté les exploitations professionnelles, obligées, encore, d'agrandir leur superficie pour pouvoir être économiquement viables. L'effet est particulièrement clair dans les zones où le processus d'ajustement était en train de se réaliser à travers le fermage. L'offre de terres en fermage est réduite, comme conséquence de ces attitudes, et le prix du fermage monte en incorporant une partie de l'aide (Sumpsi et Varela, 1994).

Tout cela semble indiquer que seule une très forte politique de structures pourrait conduire à des résultats appréciables dans le cadre actuel. Et logiquement, cette politique sera limitée par les habituelles contraintes budgétaires.

En même temps, il est nécessaire de porter le débat vers une plus grande focalisation territoriale, en testant dans des zones déterminées si l'affirmation du modèle «d'agriculteur pluriactif» est de fait contraire à la restructuration classique (De Filippis et Salvatici, 1991). Il faut analyser également le rôle que ces agriculteurs sont en train de jouer dans le processus de transformation rurale (Campagne, 1995) et vérifier si leurs stratégies de croissance agricole sont en contradiction avec leur contribution au développement rural.

Références

- Abad C. et Garcia Delgado J.L. (1990). La agricultura y la alimentación : una nueva etapa de cambio estructural. In : Garcia Delgado, J.L. (dir.) : *Economía española de la transición y de la democracia*, CIS, Madrid.
- Abad C., Garcia Delgado J.L. et Muñoz Ciudad C. (1994). La agricultura española en el último tercio del s.XX : principales pautas evolutivas. In : Sumpsi, J.M. (coord.) : *Modernización y cambio estructural en la agricultura española*, MAPA, Madrid.
- Alegre E.A. (1989). Estructura de las explotaciones agrarias y externalización del proceso productivo. ICE nº 666.
- — (1992). Agriculturas del Sur de Europa y reforma de la PAC. *Revista de Economía*, nº 12.
- — (1993). Modelo productivo de la agricultura europea y reforma de la PAC. In : *Agriculturas y políticas agrarias en el Sur de Europa*, MAPA, Madrid.
- Campagne P. (1995). Agriculture, activité para-agricole et processus de développement local : analyse de quelques expériences du sud de la France. Colloque IRMC, Tunis.
- Coulomb P. (1993). Del sector al territorio : ¿Occupa la política socioestructural un lugar central en la nueva regulación de la PAC? In : *Agriculturas y políticas agrarias en el Sur de Europa*, MAPA, Madrid.
- Daucé P. et Perrier-Cornet P. (1992). La mise en oeuvre du règlement (CEE) nº 797/85 dans les pays de la CEE. Commission des CE, DG VI, dactylographié.
- De Filippis F. et Salvatici L. (1991). La proposta Mac Sharry di revisione della PAC : un'occasione per discutere. *La Questione Agraria*, nº 42.
- López Ontiveros A. (1979). Algunos aspectos de la evolución reciente de la agricultura andaluza. In : Anes, G. y otros (eds) : *La economía agraria en la historia de España*, Alfaguara, Madrid.
- Martínez Aller J. (1968). *La estabilidad del latifundismo*, Ruedo Ibérico, Paris.
- Naredo J.M. (1971). *La evolución de la agricultura en España : desarrollo capitalista y crisis de las formas de producción tradicionales*, Estela, Barcelona.
- Naredo J.M., Ruiz-Maya L. et Sumpsi J.M. (1975). Superación del concepto de latifundio. *Cuadernos para el Dialogo*, nº extra XLV.

- **Perez Diaz V.** (1993). Los nuevos agricultores. *Papeles de Economía Española*, nº 16.
- **Roux, B.** (1980). L'évolution de l'agriculture latifundiaire dans le système capitaliste : les transformations de la grande exploitation en Andalousie. In : De Barros, A. (ed.) : *Agricultura Latifundaria na Peninsula Iberica*, Inst. Gulbenkian, Lisboa.
- **Sumpsi J.M^a et Varela C.** (1994). El mercado de la tierra y las nuevas tendencias de cambio estructural. *Papeles de Economía Española*, nº 60/61.

